Europe : le piège de l’élargissement

Depuis l’adoption du traité de Maastricht en 1992, l’Europe semble marcher sur la tête. Victime des lenteurs de la bureaucratie de Bruxelles, de l’absence d’unité de vues entre les pays membres et du flou soigneusement entretenu sur ses finalités, exclusivement préoccupée de concurrence commerciale et d’orthodoxie financière, elle s’est de surcroît engagée dans un processus d’élargissement hâtif qui la condamne à terme à l’impuissance et à la paralysie.

Dix nouveaux Etats-membres entrent aujourd’hui dans l’Union européenne. Ils ont été acceptés sans qu’on ait pris la peine de s’interroger sur leurs capacités d’intégration ni sur les frontières de l’Union. L’Europe à 25 sera certes plus grande et plus peuplée (75 millions d’habitants supplémentaires). Elle aura pour la première fois des frontières communes avec la Russie. Mais elle ne sera ni plus forte ni plus unie, mais au contraire plus faible économiquement et politiquement.

Le revenu mensuel moyen des habitants des nouveaux Etats-membres est d’environ 500 euros, leur richesse par habitant inférieure de moitié à celle des Quinze. Cela signifie qu’après l’élargissement, le revenu européen par habitant s’établira à un niveau plus bas, et que les disparités entre les régions et les Etats vont s’accentuer. Dans ces conditions, les chocs qui affecteront l’Union européenne toucheront immanquablement certains pays membres plus durement que d’autres, alors même qu’avec l’euro, les pays de l’Union ont une très faible marge de manœuvre aussi bien à l’échelon national qu’à l’échelon communautaire, en l’absence d’un véritable budget fédéral permettant d’amortir les effets d’une crise dans un pays membre.

Economiquement, les nouveaux pays membres sont délabrés. Longtemps marqués par le communisme, qui a laissé des traces dans les esprits, ils ont ensuite subi de plein fouet le choc d’un passage brutal à l’économie de marché. Pour certaines couches de la population, cette transition a signifié un passage de la pénurie à la misère.

Le chômage s’est développé au rythme des inégalités sociales. En Pologne, il atteint près de 20 % de la population, et pourrait grimper à plus de 30 % après les réformes agricoles et industrielles liées à l’élargissement. Avec l’arrivée d’un « libéralisme sauvage », la protection sociale a été sacrifiée. Le sytème de santé et le système éducatif sont les plus touchés, les assurances sociales sont en faillite et les retraites sont devenues misérables. Le sort des jeunes, des fonctionnaires, des retraités et des paysans est particulièrement inquiétant, tandis que l’ouverture des

frontières va encore favoriser l'émigration.

Comme les pays du Tiers-monde, ces pays cherchent à compenser leur faiblesses de structure en cherchant à attirer les investisseurs étrangers au moyen d'un véritable dumping fiscal, auxquels s'ajoutent des coûts salariaux très bas (deux à quatre fois inférieurs aux nôtres en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie et en République tchèque) et des législations sociales plus ou moins inexistantes. Depuis le 1er janvier dernier, le taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés est devenu inférieur à 20 % dans ces Etats, alors qu'il atteint en moyenne 31,3 % dans les quinze autres pays de l'Union. (Il est exactement de 15 % en Lituanie et en Lettonie, de 16 % en Hongrie, de 19 % en Pologne et en Slovaquie, tandis qu'en République tchèque il doit être réduit à 26 % en 2006).

Conséquence directe : on va assister à une nouvelle vague de délocalisations qui pénaliseront les pays d'Europe occidentale et contribueront à y aggraver le chômage, tout en transformant les pays du centre et de l'Est de l'Europe en « pays-ateliers ».

Le processus est d'ailleurs déjà lancé : les flux d'investissement de l'Europe de l'Ouest vers l'Europe centrale et orientale ont doublé au cours des cinq dernières années. Les délocalisations sont surtout s'accélérer dans des domaines comme le secteur automobile, le textile, les hypermarchés, les tournages de films, etc. Dans l'automobile, les firmes française PSA et sud-coréenne Hyundai ont déjà décidé d'installer des usines de montage en Slovaquie. Dès 2006, ce pays sera celui qui produira dans le monde le plus grand nombre de voitures par habitant !

Sur le plan politique, les choses sont encore plus claires. La plupart des nouveaux Etats-membres ne voient dans l'Union européenne qu'un espace économique et une source de subsides, et cherchent prioritairement, à travers leur adhésion à l'Europe, à s'intégrer dans l'économie et le monde libéral. Ces pays ne sont absolument pas demandeurs d'une intégration communautaire supplémentaire, pas plus qu'ils ne se soucient de construire une puissance politique européenne. Ils n'ont d'autre ambition que de devenir, à travers l'OTAN, des pays satellites des Etats-Unis, comme ils l'étaient autrefois de l'Union soviétique.

Avec l'élargissement, tous les problèmes auxquels se heurte déjà la Commission européenne vont se trouver aggravés : comment se mettre d'accord à 25 quand on n'y parvient pas à 15 ? Comment parvenir à des décisions politiques communes quand les orientations de chaque pays diffèrent parfois du tout au tout ?

L'aboutissement logique de cette évolution, c'est une Europe réduite à une vaste zone de libre-échange dans laquelle l'emploi, la cohésion sociale et la protection de l'environnement resteront des vœux pieux. Une Europe condamnée de ce fait à l'immobilisme, et donc privée de toute possibilité de jouer un rôle politique sur le plan international.

Tous les pays d’Europe ont évidemment vocation à faire partie de l’Union européenne. Mais pas n’importe comment. Avant de procéder à l’élargissement, il aurait été nécessaire de poser clairement le problème des finalités de la construction européenne, ce qui n’a jamais été le cas. Il aurait fallu construire l’Europe politique patiemment, en approfondissant les structures institutionnelles existantes et en s’assurant de la concordance de vues des participants. On a fait exactement l’inverse, en s’engageant dans une fuite en avant qui aboutit à la dilution.

L’alternative devant laquelle on se trouve est en fait toujours la même : soit l’Europe, donnant la priorité à la libéralisation, épouse la dynamique d’un grand marché visant à s’élargir le plus possible, et en ce cas l’influence américaine y deviendra prépondérante, soit elle s’appuie sur une logique d’approfondissement de ses structures d’intégration politique, dans une perspective essentiellement continentale et avec l’intention de balancer le poids des Etats-Unis. En ce cas, elle peut espérer devenir à la fois une puissance, un pôle régulateur de la mondialisation et un projet de civilisation.

Alain de Benoist